

Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Shawinigan

Code géographique : 36033

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Alain Gravel CPA, CA, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Shawinigan pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2016-06-04

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de ville de Shawinigan

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Shawinigan et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015 et l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Shawinigan et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2015 ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Shawinigan inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19-1, 19-2 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

CPA auditeur, CMA permis de comptabilité publique A122005
580, avenue du Marché
Shawinigan (Québec) G9N 0C8

DATE 2016-06-14

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	61 750 472	63 052 772	66 102 000			65 353 575
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 930 339	4 566 424	4 495 250			4 495 250
Quotes-parts	3					7 075 276	861 437
Transferts	4	6 145 598	5 205 162	4 973 098		1 569 966	6 543 064
Services rendus	5	1 930 909	1 527 125	1 623 500		6 314 903	7 207 630
Imposition de droits	6	1 421 456	1 863 000	1 222 027			1 222 027
Amendes et pénalités	7	1 577 423	1 730 780	1 586 049			1 586 049
Intérêts	8	669 913	626 737	852 100		274 067	1 126 167
Autres revenus	9	603 264		2 408 305		(367 057)	1 691 072
	10	79 029 374	78 572 000	83 262 329		14 867 155	90 086 271
Investissement							
Taxes	11			11 028			11 028
Quotes-parts	12						
Transferts	13	13 715 005	17 075 589	5 731 713		2 312 524	8 044 237
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	424 636		20 000			20 000
Autres	15	145 260		58 515			58 515
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					24 639	24 639
	17	14 284 901	17 075 589	5 821 256		2 337 163	8 158 419
	18	93 314 275	95 647 589	89 083 585		17 204 318	98 244 690
Charges							
Administration générale	19	12 133 615	12 190 269	12 663 321	547 337	2 231 691	15 088 594
Sécurité publique	20	11 090 681	11 442 244	10 780 769	556 230		11 117 531
Transport	21	14 143 815	14 486 478	13 406 669	4 863 873	2 152 788	19 500 260
Hygiène du milieu	22	10 633 316	10 128 172	10 511 900	4 889 910	4 223 910	15 902 024
Santé et bien-être	23	161 727	166 709	194 495			194 495
Aménagement, urbanisme et développement	24	7 565 189	6 197 169	6 644 437	44 838	4 934 168	9 750 900
Loisirs et culture	25	9 187 433	9 100 240	8 928 689	2 820 934	2 106 053	12 904 995
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	6 496 098	6 277 041	5 867 416		1 410 210	7 277 626
Amortissement des immobilisations	28	13 164 545	12 391 114	13 723 122	(13 723 122)		
	29	84 576 419	82 379 436	82 720 818		17 058 820	91 736 425
Excédent (déficit) de l'exercice	30	8 737 856	13 268 153	6 362 767		145 498	6 508 265

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014	Budget 2015	Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 737 856	13 268 153	6 362 767	145 498	6 508 265
Moins: revenus d'investissement	2	(14 284 901)	(17 075 589)	(5 821 256)	(2 337 163)	(8 158 419)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(5 547 045)	(3 807 436)	541 511	(2 191 665)	(1 650 154)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	13 164 545	12 391 114	13 723 122	2 684 723	16 407 845
Produit de cession	5	640 508	600 000	196 353	669 664	866 017
(Gain) perte sur cession	6	(547 270)		(180 347)	932 451	752 104
Réduction de valeur / Reclassement	7				15 133	15 133
	8	13 257 783	12 991 114	13 739 128	4 301 971	18 041 099
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10	30 358	28 208	30 836	50 500	81 336
	11	30 358	28 208	30 836	50 500	81 336
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12	59 225	65 200	318 311	192 102	510 413
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13	(17 986)	30 250	66 361		66 361
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	32 119		29 179		29 179
	15	73 358	95 450	413 851	192 102	605 953
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	626 895	150 000	3 468 244		3 468 244
Remboursement de la dette à long terme	17	(10 365 854)	(9 890 288)	(10 870 918)	(4 634 126)	(15 505 044)
	18	(9 738 959)	(9 740 288)	(7 402 674)	(4 634 126)	(12 036 800)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(442 283)	(822 465)	(4 195 390)	(336 867)	(4 532 257)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	706 125		294 775	74 317	369 092
Excédent de fonctionnement affecté	21	68 033	38 509	38 509		38 509
Réserves financières et fonds réservés	22	(307 654)	(958 583)	(2 409 147)	11 486	(2 397 661)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	2 030 661	2 175 491	(196 304)		(196 304)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	2 054 882	432 952	(6 467 557)	(251 064)	(6 718 621)
	26	5 677 422	3 807 436	313 584	(340 617)	(27 033)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	130 377		855 095	(2 532 282)	(1 677 187)

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	14 284 901	17 075 589	5 821 256	2 337 163	8 158 419
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(543 502)	(8 528 700)	(711 416)	(5 254)	(716 670)
Sécurité publique	3	(328 893)	(229 475)	(281 045)	()	(281 045)
Transport	4	(12 934 968)	(9 616 780)	(11 566 811)	(132 190)	(11 699 001)
Hygiène du milieu	5	(10 331 461)	(32 464 770)	(6 644 839)	(433 921)	(7 078 760)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(123 439)	(2 875 493)	(616 241)	(5 531 099)	(6 147 340)
Loisirs et culture	8	(2 068 396)	(1 202 523)	(1 304 872)	(98 350)	(1 403 222)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(26 330 659)	(54 917 741)	(21 125 224)	(6 200 814)	(27 326 038)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	(648 845)	()	(265)	()	(265)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	(134 265)	()	(4 639 905)	(667 306)	(5 307 211)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	9 070 397		22 313 873	4 776 210	27 090 083
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	442 283	822 465	4 195 390	336 867	4 532 257
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	(154 185)				
Excédent de fonctionnement affecté	16			831 203		831 203
Réserves financières et fonds réservés	17	1 177 074		1 636 347		1 636 347
	18	1 465 172	822 465	6 662 940	336 867	6 999 807
	19	(16 578 200)	(54 095 276)	3 211 419	(1 755 043)	1 456 376
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(2 293 299)	(37 019 687)	9 032 675	582 120	9 614 795

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 737 856	13 268 153	6 362 767	145 498	6 508 265		
Variation des immobilisations								
Acquisition	2 (	26 330 659)	(54 917 741)	(21 125 224)	(6 200 814)	(27 326 038)	
Produit de cession	3	640 508	600 000	196 353	669 664	866 017		
Amortissement	4	13 164 545	12 391 114	13 723 122	2 684 723	16 407 845		
(Gain) perte sur cession	5	(547 270)		(180 347)	932 451	752 104		
Réduction de valeur / Reclassement	6				15 133	15 133		
	7	(13 072 876)	(41 926 627)	(7 386 096)	(1 898 843)	(9 284 939)		
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(618 487)		30 570		30 570		
Variation des stocks de fournitures	9	(117 283)		(53 247)	(9 366)	(62 613)		
Variation des autres actifs non financiers	10	25 742		(174 406)	164 424	(9 982)		
	11	(710 028)		(197 083)	155 058	(42 025)		
	12	(5 045 048)	(28 658 474)	(1 220 412)	(1 598 287)	(2 818 699)		
Gains (pertes) de réévaluation nets	13							
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(5 045 048)	(28 658 474)	(1 220 412)	(1 598 287)	(2 818 699)		
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(140 733 462)		(145 778 510)	(35 405 918)	(181 184 428)		
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16							
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(140 733 462)		(145 778 510)	(35 405 918)	(181 184 428)		
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(145 778 510)		(146 998 922)	(37 004 205)	(184 003 127)		

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		<u>2014</u>		<u>2015</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	491 246	6 260 430	1 902 098	8 162 528
Placements temporaires	2		2 400 922	935 978	3 336 900
Débiteurs (note 5)	3	53 841 428	51 860 115	3 039 837	54 554 687
Prêts (note 6)	4		1 711 999		1 711 999
Placements de portefeuille (note 7)	5	944 048	1 129 055	6 302 228	7 431 283
Participations dans des entreprises municipales	6			121 501	121 501
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	55 276 722	63 362 521	12 301 642	75 318 898
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11	25 661 401	9 568 749	113 412	9 682 161
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	15 032 278	13 613 443	4 562 310	17 830 488
Revenus reportés (note 12)	13	1 184 089	1 645 359	1 086 379	2 731 738
Dette à long terme (note 13)	14	156 346 034	181 481 295	43 543 746	225 025 041
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	2 831 430	4 052 597		4 052 597
	16	201 055 232	210 361 443	49 305 847	259 322 025
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(145 778 510)	(146 998 922)	(37 004 205)	(184 003 127)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	358 517 035	365 915 739	46 622 777	412 405 492
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	3 018 663	2 988 093		2 988 093
Stocks de fournitures	20	723 348	776 595	26 824	803 419
Autres actifs non financiers (note 17)	21	721 408	895 814	405 101	1 300 915
	22	362 980 454	370 576 241	47 054 702	417 497 919
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	2 686 273	3 246 593	(493 145)	2 753 448
Excédent de fonctionnement affecté	24	165 932	231 156		231 156
Réserves financières et fonds réservés	25	5 131 018	8 857 233	33 945	8 891 178
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(4 259 953)	(6 765 576)	()	(6 765 576)
Financement des investissements en cours	27	(16 288 806)	(8 716 973)	1 010 161	(7 706 812)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	229 767 480	226 724 886	9 499 536	236 091 398
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	217 201 944	223 577 319	10 050 497	233 494 792

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 737 856	6 362 767	145 498	6 508 265
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	13 164 545	13 723 122	2 684 723	16 407 845
Autres					
- Perte (Gain) sur cession/redre	3	(547 270)		1 005 417	1 005 417
- Perte valeur Plac. UMQ/Fier/PD	4	14 137	(159 293)	(12 602)	(171 895)
	5	21 369 268	19 926 596	3 823 036	23 749 632
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(6 687 260)	1 981 313	192 635	2 519 213
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	1 500 700	(1 418 835)	4 178	(1 759 922)
Revenus reportés	9	(635 460)	461 270	(19 258)	442 012
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	1 665 430	1 221 167		1 221 167
Propriétés destinées à la revente	11	(618 487)	30 570		30 570
Stocks de fournitures	12	(117 283)	(53 247)	(9 366)	(62 613)
Autres actifs non financiers	13	25 738	(174 406)	164 424	(9 982)
	14	16 502 646	21 974 428	4 155 649	26 130 077
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	26 330 659 ) (	21 125 224 ) (	6 200 814 ) (	27 326 038)
Produit de cession	16	640 508	196 353	669 664	866 017
	17	(25 690 151)	(20 928 871)	(5 531 150)	(26 460 021)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	134 265 ) (	2 449 944 ) (	667 306 ) (	3 117 250)
Remboursement ou cession	19	59 225	516 889	210 209	727 098
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 (	) (	92 720 ) (	) (	92 720)
Cession	21	278 434	107 715		107 715
Variation nette des placements temporaires	22				
	23	203 394	(1 918 060)	(457 097)	(2 375 157)
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	24	10 117 000	39 670 279	2 074 231	41 744 510
Remboursement de la dette à long terme	25 (	14 142 030 ) (	14 374 374 ) (	4 634 126 ) (	19 008 500)
Variation nette des emprunts temporaires	26	5 766 668	(16 092 652)	(215 033)	(16 307 685)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	242 371	(160 644)	33 578	(127 066)
Autres					
- CLD	28			2 014 930	2 014 930
-	29				
	30	1 984 009	9 042 609	(726 420)	8 316 189
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(7 000 102)	8 170 106	(2 559 018)	5 611 088
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	7 491 348	491 246	5 397 094	5 888 340
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	491 246	8 661 352	2 838 076	11 499 428

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
					<u>Total</u>	
					<u>consolidé¹</u>	
Rémunération	1	21 101 724	21 448 614	21 097 493	2 384 245	23 481 738
Charges sociales	2	7 081 976	6 325 457	6 894 733	146 252	7 040 985
Biens et services	3	27 074 268	27 481 557	27 505 236	7 934 960	30 027 406
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	4 474 998	4 031 586	4 549 246	25 308	4 574 554
D'autres organismes municipaux	5				1 008 042	1 008 042
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	918 438	835 111	884 369		884 369
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	1 102 662	1 410 344	433 801	376 860	810 661
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	703 569	899 129	761 369		761 369
Autres	10	923 070	923 070	923 069		(1)
Autres organismes	11	7 594 002	6 142 246	5 520 530	93 299	3 906 476
Amortissement des immobilisations	12	13 164 545	12 391 114	13 723 122	2 684 723	16 407 845
Autres						
- Mauvaises créances	13	437 167	491 208	427 850	122 940	550 790
- Autres	14				50 500	50 500
- CLD - restructuration	15				2 231 691	2 231 691
	16	84 576 419	82 379 436	82 720 818	17 058 820	91 736 425

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Revenus				
Taxes	1	63 052 772	65 364 603	61 107 766
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 566 424	4 495 250	4 930 339
Quotes-parts	3		861 437	(44 041)
Transferts	4	22 280 751	14 587 301	21 820 686
Services rendus	5	1 527 125	7 207 630	7 782 963
Imposition de droits	6	1 863 000	1 222 027	1 421 456
Amendes et pénalités	7	1 730 780	1 586 049	1 577 423
Intérêts	8	626 737	1 126 167	1 033 882
Autres revenus	9		1 769 587	1 278 737
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		24 639	
	11	95 647 589	98 244 690	100 909 211
Charges				
Administration générale	12	12 701 578	15 088 594	14 850 399
Sécurité publique	13	11 963 981	11 117 531	11 644 042
Transport	14	18 687 645	19 500 260	20 025 637
Hygiène du milieu	15	14 558 131	15 902 024	16 340 874
Santé et bien-être	16	166 769	194 495	161 727
Aménagement, urbanisme et développement	17	6 252 494	9 750 900	9 280 828
Loisirs et culture	18	11 771 797	12 904 995	13 182 259
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	6 277 041	7 277 626	7 832 271
	21	82 379 436	91 736 425	93 318 037
Excédent (déficit) de l'exercice	22	13 268 153	6 508 265	7 591 174
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		226 986 527	219 395 353
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		226 986 527	219 395 353
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		233 494 792	226 986 527

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	13 268 153	6 508 265	7 591 174
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	27 326 038 ) (	31 002 898)
Produit de cession	3		866 017	711 308
Amortissement	4		16 407 845	15 573 758
(Gain) perte sur cession	5		752 104	(459 559)
Réduction de valeur / Reclassement	6		15 133	
	7		(9 284 939)	(15 177 391)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		30 570	(598 552)
Variation des stocks de fournitures	9		(62 613)	(112 937)
Variation des autres actifs non financiers	10		(9 982)	116 928
	11		(42 025)	(594 561)
	12	13 268 153	(2 818 699)	(8 180 778)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	13 268 153	(2 818 699)	(8 180 778)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(181 184 428)	(173 003 650)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(181 184 428)	(173 003 650)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(184 003 127)	(181 184 428)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	8 162 528	2 098 020
Placements temporaires	2	3 336 900	3 790 311
Débiteurs (note 5)	3	54 554 687	56 344 362
Prêts (note 6)	4	1 711 999	2 155 456
Placements de portefeuille (note 7)	5	7 431 283	6 718 532
Participations dans des entreprises municipales	6	121 501	96 862
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	75 318 898	71 203 543
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	9 682 161	25 989 846
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	17 830 488	18 860 872
Revenus reportés (note 12)	13	2 731 738	2 289 726
Dette à long terme (note 13)	14	225 025 041	202 416 097
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	4 052 597	2 831 430
	16	259 322 025	252 387 971
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(184 003 127)	(181 184 428)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	412 405 492	403 120 553
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	2 988 093	3 018 663
Stocks de fournitures	20	803 419	740 806
Autres actifs non financiers (note 17)	21	1 300 915	1 290 933
	22	417 497 919	408 170 955
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	233 494 792	226 986 527

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 508 265	7 591 174
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	16 407 845	15 573 758
Autres			
- Perte (Gain) sur cession/redre	3	1 005 417	(481 326)
- Perte valeur Plac. UMQ/Fier/PD	4	(171 895)	2 147 613
	5	23 749 632	24 831 219
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 519 213	(7 436 537)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(1 759 922)	2 622 215
Revenus reportés	9	442 012	(213 957)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	1 221 167	1 665 430
Propriétés destinées à la revente	11	30 570	(598 548)
Stocks de fournitures	12	(62 613)	(112 937)
Autres actifs non financiers	13	(9 982)	116 928
	14	26 130 077	20 873 813
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(27 326 038)	(31 002 898)
Produit de cession	16	866 017	711 308
	17	(26 460 021)	(30 291 590)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(3 117 250)	(5 731 135)
Remboursement ou cession	19	727 098	531 455
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(92 720)	()
Cession	21	107 715	256 364
Variation nette des placements temporaires	22		
	23	(2 375 157)	(4 943 316)
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	41 744 510	20 031 002
Remboursement de la dette à long terme	25	(19 008 500)	(18 093 623)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(16 307 685)	5 740 771
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(127 066)	199 634
Autres			
- CLD	28	2 014 930	
-	29		
	30	8 316 189	7 877 784
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	5 611 088	(6 483 309)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	5 888 340	12 371 640
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	11 499 428	5 888 331

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La ville de Shawinigan est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et villes (LRQ, c.C-19). Elle a été constituée le 1er janvier 2002 en vertu du décret 1012-2001. Elle résulte du regroupement des villes de Shawinigan, Grand-Mère et Shawinigan-Sud, de la Municipalité de Lac-à-la-Tortue, du Village de St-Georges-de-Champlain et des paroisses de Saint-Gérard-des-Laurentides et Saint-Jean-des-Piles.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des principes comptables généralement reconnus du Canada sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés. Le périmètre comptable de la ville comprend les organismes périmunicipaux suivants :

<u>Organismes</u>	<u>Méthode de consolidation</u>
Parc de l'île Melville	Consolidation ligne par ligne
Corporation culturelle de Shawinigan inc.	Consolidation ligne par ligne
Société de développement de Shawinigan inc.	Consolidation ligne par ligne
Régie municipale de transport en commun	Consolidation ligne par ligne
Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie (RGMRM)	Consolidation ligne par ligne proportionnelle
Office du tourisme, de foires et de congrès de Shawinigan	Consolidation ligne par ligne

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés de la ville de Shawinigan, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers

- Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

- Placements temporaires

Les placements temporaires sont évalués au moindre du coût et de la valeur du marché.

- Placements à long terme à titre d'investissement

Les placements à long terme sont considérés comme des dépenses d'investissements. L'acquisition des placements est reflétée à l'état des activités d'investissements et la contrepartie est présentée à l'état des investissements nets dans les éléments d'actif à long terme.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

D) Passifs**Passif au titre des sites contaminés**

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

E) Actifs non financiers

- Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

- Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile respective, selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Administration municipale

Infrastructures : Entre 5 et 40 ans
Bâtiments : Entre 5 et 40 ans
Véhicules : Entre 3 et 20 ans
Ameublement : Entre 5 et 10 ans
Machinerie et outillage : Entre 5 et 20 ans

Organismes du périmètre comptable

L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile respective, selon les méthodes, les taux annuels et les périodes suivantes :

Amortissement linéaire

Infrastructures : Entre 10 et 40 ans
Bâtiments : Entre 20 et 30 ans
Améliorations locatives : Entre 10 et 20 ans
Machinerie et outillage : Entre 3 et 10 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Amortissement dégressif

Ameublement : Entre 20 % et 30 %

Machinerie et outillage : Entre 10 % et 20 %

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment où elles sont utilisées pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations reçues sous forme d'apport sont comptabilisées selon une estimation de la juste valeur de l'immobilisation acquise.

Lorsque la conjoncture économique indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la ville à fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, son coût est réduit afin de refléter la baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont comptabilisées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est comptabilisée.

F) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2014 selon la méthode suivante : Valeur liée au marché - 5 ans

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

Avantages sociaux futurs :

- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées. Il est prévu que le montant à pourvoir dans le futur constitué en vertu de la mesure d'allègement selon les modalités décrites au document d'information émis par le MAMOT le 7 novembre 2008 se renverse au moyen de gains actuariels futurs, sinon de manière à ce qu'il soit ramené à 0 \$ en 2018 en conformité avec les modalités d'encadrement de la mesure décrite dans le document d'information émis par le MAMOT

- à titre de mesure d'allègement pour les excédents de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : aucun amortissement.

Dans le cadre de l'application de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

Frais d'assainissement des sites contaminés :

Passif constaté au 1er janvier 2015

Financement à long terme des activités de fonctionnement :

Au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

I) Instruments financiers

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

J) Autres éléments

- Escomptes et frais d'émission reportés

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

3. Modification de méthodes comptables

Au cours de l'exercice, la ville a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260, "Passif au titre des sites contaminés", du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. La méthode comptable sur la comptabilisation des passifs au titre des sites contaminés, résultant de l'application initiale de cette nouvelle norme, est décrite à la note 2. Les recommandations de ce nouveau chapitre ont été adoptées de manière prospective.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	1 913 765	1 606 774
Placements temporaires	2	2 400 922	3 790 311
Placements de portefeuille	3		
Note			
Les placements temporaires sont composés de dépôts et d'épargne rachetables à des taux de 0,65 % à 2,95 % échéant de janvier 2016 à septembre 2016 (placements encaissables en tout temps).			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	4 153 195	3 363 425
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		265
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	45 350 134	45 038 048
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	22 660	2 391 245
Organismes municipaux	8	877 566	381 572
Autres			
- Fonds d'amortissement SQAÉ	9		816
- Autres	10	4 151 132	5 168 991
	11	54 554 687	56 344 362
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	36 256 254	25 812 367
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	36 256 254	25 812 367
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	740 564	789 973
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
- CLD - FLI (PMC)	19	1 157 520	1 400 413
- Rio Tinto Alcan	20	554 479	755 043
	21	1 711 999	2 155 456
Note			
Une provision pour moins-value de 83 306 \$ (18 136 \$ en 2014) a été déduite du montant des prêts. L'organisme détient des garanties sous forme de cautionnement et d'hypothèque mobilière universelle totalisant 1 795 305 \$ (2 173 592 \$ en 2014).			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22	6 771 573	6 151 542
Autres placements	23	659 710	566 990
	24	7 431 283	6 718 532
Note			
Les placements de portefeuille sont composés des éléments suivants :			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

2015

2014

- Investissement net dans des contrats de location-financement, taux variant de 3 % à 6,64 % et échéant en juillet 2023 et mars 2033 : 5 615 701 \$ (paiements minimums exigibles de 7 356 374 \$ net de produits d'intérêts non gagnés de 1 740 673 \$)

-Solde de prix de vente garanti par une hypothèque mobilière, encaissable par 12 versements semestriels de 25 000 \$ de juin 2017 à décembre 2022 et par 48 versements semestriels de 25 000 \$ de juin 2028 à décembre 2041 : 641 527 \$

-Autres placements totalisant 1 174 055 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(1 687 397)	(952 860)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(2 365 200)	(1 878 570)
	27	<u>(4 052 597)</u>	<u>(2 831 430)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	3 901 000	4 501 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	594 200	563 000
Régimes à cotisations déterminées	30	26 820	27 105
Autres régimes (REER et autres)	31	153 400	156 610
Régimes de retraite des élus municipaux	32	61 826	62 866
	33	<u>4 737 246</u>	<u>5 310 581</u>

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	34
Autres	35
	36

Note

10. Emprunts temporaires

ADMINISTRATION MUNICIPALE

Emprunt bancaire aux fins des dépenses d'administration d'un montant autorisé de 5 000 000 \$, au taux préférentiel (2,70 %), sans garantie.

Emprunts bancaires aux fins des dépenses d'investissement d'un montant autorisé de 25 000 000 \$ au taux préférentiel (2,70 %), sans garantie.

La ville dispose également de facilités de crédit de 856 000 \$ sous forme de cartes de crédit au taux de 8 % pour les avances de fonds et au taux de 18,4 % pour les achats.

ORGANISMES CONSOLIDÉS

Emprunt temporaire d'un montant autorisé de 255 000 \$ au taux de base plus 1,25 % (3,95 %), renégociable le 30 avril 2016.

Emprunts temporaires d'un montant autorisé de 3 000 000 \$ pour les dépenses d'administration au taux préférentiel minoré de 0,25 % (2,45 %) ou au taux des acceptations bancaires majoré de 0,4 % (1,25 %).

Emprunts temporaires d'un montant autorisé total de 10 000 000 \$ au taux préférentiel minoré de 0,25 % (2,45 %) ou au taux des acceptations bancaires plus 0,4 % (1,25 %). Ces 2 emprunts temporaires sont garantis par le gouvernement provincial. Au 31 décembre 2015, le taux préférentiel était de 2,7 % et le taux des acceptations bancaires de 0,85 %.

Emprunts temporaires à des fins de fonctionnement et d'investissements de montants autorisés respectifs de 400 000 \$ et 3 000 000 \$ au taux préférentiel (2,7 %).

Emprunts temporaires à des fins de fonctionnement et d'investissements de montants autorisés respectifs de 500 000 \$ et 700 000 \$ au taux préférentiel (2,7 %).

Les organismes disposent également de facilités de crédit de 68 500 \$ sous forme de cartes de crédit à des taux de 10 % et 19,99 %.

LETTRES DE CRÉDIT BANCAIRE

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

En vertu du décret numéro 451-2005, la Régie possède trois lettres de crédit bancaire totalisant 900 000 \$ renouvelable annuellement émises en faveur du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de lutte contre les changements climatiques du Québec.

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	37	6 808 169	7 330 980
Salaires et avantages sociaux	38	4 373 649	3 656 695
Dépôts et retenues de garantie	39	3 347 811	4 365 884
Provision pour contestations d'évaluation	40	70 346	1 691 315
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	1 079 550	939 966
Frais d'assainissement des sites contaminés	42	1 150 000	
Autres			
-	43		
- Gourv. et organismes municipaux	44		58 622
- Intérêts sur la dette à LT	45	758 397	721 304
- Autres	46	242 566	96 106
-	47		
	48	17 830 488	18 860 872

Note

- Provision pour contestations d'évaluation

Différentes contestations d'évaluation foncière ont été déposées devant le Tribunal administratif du Québec. Le total des valeurs contestées est de 9 millions en 2015 (52 millions en 2014).

- Frais d'assainissement des sites contaminés

La ville a ciblé 4 sites pour lesquels un passif environnemental doit être comptabilisé. L'estimé du passif comprend les coûts directement attribuable aux activités d'assainissement. Les coûts comprennent les activités au titre du fonctionnement de la maintenance et de la surveillance après assainissement. Les coûts estimatifs sont constitués des coûts nécessaires afin de rétablir un site à la norme minimale actuelle applicable à la même utilisation que celle antérieure à la contamination. Pour 3 sites, les montants ont été établis à partir des travaux de caractérisation environnementale effectués par une firme spécialisée. Pour l'autre site, le passif a fait l'objet d'une estimation à partir de l'information disponible des terrains adjacents ou à partir de cas réels.

ORGANISMES CONTRÔLÉS

- Passif au titre des activités de fermeture du LET de Saint-Étienne-des-Grès

La Régie a procédé à la création d'un fonds de fermeture du site d'enfouissement au 31 décembre 1995 et jusqu'au 31 décembre 2002, elle a utilisé un taux de 2,50 \$ par tonne métrique enfouie pour calculer le montant à transférer annuellement à ce fonds. À la suite de différentes analyses effectuées, ce taux a été révisé à 1,60 \$ par tonne métrique enfouie en 2003, à 1,10 \$ par tonne métrique enfouie en 2004, 2005 et 2006, à 0,96 \$ par tonne métrique enfouie en 2007 et 2008 et à 2,00 \$ par tonne métrique enfouie en 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015. Depuis 2007, la Régie doit comptabiliser ce fonds à titre de passif aux états financiers. En 2015, une somme de 398 812 \$ (2014 - 418 113\$) a été comptabilisée en augmentation du passif, et ce, à même les activités financières. Au cours de l'exercice, aucune dépense n'a été imputée à ce passif (2014 - 0\$)

- Passif au titre des activités de postfermeture du LET de Saint-Étienne-des-Grès

La Régie a procédé à la création d'un fonds de postfermeture du site d'enfouissement au 31 décembre 1997. Depuis 2007, la Régie doit comptabiliser ce fonds à titre de passif aux

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

états financiers. En 2015, une somme de 299 109 \$ (2014 - 313 585 \$) a été comptabilisée en augmentation du passif, et ce, à même les activités financières. Le montant transféré est basé sur le tonnage d'enfouissement réel de l'exercice auquel est appliqué un taux de 1,50 \$ par tonne métrique basé sur les expériences passées. En 2012 et les années antérieures, le taux était de 1,25 \$ par tonne métrique enfouie.

- Passif au titre des activités de fermeture du LET de Champlain

Suite à la signature du contrat de services pour l'élimination de matières résiduelles au LET de Champlain, contrat donnant droit à Services Matrec Inc. d'utiliser la capacité d'enfouissement du LET, les obligations relatives à la fermeture du LET ont été transférées à Services Matrec Inc. et ce à partir du 1er mars 2014. La Régie n'a donc plus à comptabiliser une augmentation du passif à partir de cette date.

Jusqu'au 28 février 2014, le montant transféré était basé sur le tonnage d'enfouissement de l'exercice auquel est appliqué un taux de 2,00 \$ par tonne métrique basé sur les expériences passées. En 2014, une somme de 4 736 \$ a été comptabilisée en augmentation du passif, et ce, à même les activités financières. Au cours de l'exercice, aucune dépense n'a été imputée à ce passif (2014 - 0 \$).

- Passif au titre des activités de postfermeture du LET de Champlain

En 2015, la Régie a comptabilisé une somme de 110 376 \$ (2014 - 132 068 \$) à titre de passif, et ce, à même les activités financières. Le montant transféré est basé sur la valeur actualisée du coût prévu pour les activités de postfermeture du LET. À partir de 2015, le montant transféré est basé sur un taux de compaction estimatif ainsi que sur une estimation du nombre de mètres cubes enfouis au courant de l'année. La somme excédentaire versée une année pourra réduire d'autant la provision de l'année subséquente. En 2012, 2013 et 2014, le montant transféré était basé sur le tonnage d'enfouissement réel de l'exercice auquel était appliqué un taux de 2,50 \$ par tonne métrique basé sur les expériences passées. En 2011 et les années antérieures, le taux était de 1,25 \$ par tonne métrique enfouie. De ce passif, la Régie a versé un montant de 110 376 \$ (2014 - 161 691\$) à la fiducie gérant le fonds de gestion postfermeture pour le LET de Champlain.

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	49	20 866	12 631
Transferts	50	851 934	1 040 492
Autres			
-	51		
- Autres recettes reportées	52	1 858 938	1 236 603
	53	2 731 738	2 289 726

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015					2014	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,30	4,80	2016	2025	54	190 463 800	169 336 800
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58	3 085 926	3 160 000
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60		
Autres	2,30	3,84	2016	2019	61	33 536 128	31 853 044
					62	227 085 854	204 349 844
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(2 060 813)	(1 933 747)
					64	225 025 041	202 416 097

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2015			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2016	65	73	37 296 400	81	90	7 485 820	98	44 782 220
2017	66	74	24 282 580	82	91	3 679 877	99	27 962 457
2018	67	75	23 537 600	83	92	13 210 173	100	36 747 773
2019	68	76	14 024 460	84	93	5 411 318	101	19 435 778
2020	69	77	20 105 800	85	94	5 580 473	102	25 686 273
2021 et +	70	78	71 216 960	86	95	1 254 393	103	72 471 353
	71	79	190 463 800	87	96	36 622 054	104	227 085 854
Intérêts et frais accessoires				88	()		105	()
	72	80	190 463 800	89	97	36 622 054	106	227 085 854

Note

Note

Les versements estimatifs sur la dette à long terme incluent des refinancements de dettes selon l'échéance suivante :

2016 : 20 644 000 \$; 2017 : 11 884 000 \$; 2018 : 13 258 000 \$;

2019 : 7 176 000 \$; 2020 : 16 603 000 \$.

La RGMRM procèdera aux refinancements suivants pour la part de la ville :

2016 : 389 600 \$; 2017 : 1 013 400 \$; 2018 : 696 000 \$;

2019 : 2 895 760 \$; 2020 : 429 400 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	107	(184 003 127)
Tiers		(181 184 428)
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	
Autres	109	
	110	(184 003 127)
		(181 184 428)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	62 999 308	139	2 554 276	166	(5 063 026)	193	70 616 610
Eaux usées	112	103 410 421	140	3 860 447	167	1 295	194	107 269 573
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	103 772 750	141	9 652 832	168		195	113 425 582
Autres	114	55 544 423	142	43 076	169	(392 990)	196	55 980 489
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	107 070 123	144	13 732 316	171	3 160 505	198	117 641 934
Améliorations locatives	117	6 689 251	145	2 064 295	172		199	8 753 546
Véhicules	118	19 931 950	146	317 716	173	407 112	200	19 842 554
Ameublement et équipement de bureau	119	10 160 407	147	80 218	174	416 667	201	9 823 958
Machinerie, outillage et équipement divers	120	20 776 112	148	807 013	175	447 231	202	21 135 894
Terrains	121	15 526 892	149	4 978 269	176		203	20 505 161
Autres	122	1 229 465	150		177		204	1 229 465
	123	<u>507 111 102</u>	151	<u>38 090 458</u>	178	<u>(1 023 206)</u>	205	<u>546 224 766</u>
Immobilisations en cours	124	<u>84 448 469</u>	152	<u>(10 764 420)</u>	179	<u>7 212 268</u>	206	<u>66 471 781</u>
	125	<u>591 559 571</u>	153	<u>27 326 038</u>	180	<u>6 189 062</u>	207	<u>612 696 547</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	17 744 684	154	1 282 436	181		208	19 027 120
Eaux usées	127	41 030 354	155	2 874 494	182	246	209	43 904 602
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	43 897 133	156	4 110 299	183	1 739 688	210	46 267 744
Autres	129	20 214 623	157	793 947	184	9 095	211	20 999 475
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	31 158 566	159	3 975 131	186	1 581 864	213	33 551 833
Améliorations locatives	132	1 299 837	160	401 246	187		214	1 701 083
Véhicules	133	12 404 907	161	1 334 410	188	386 835	215	13 352 482
Ameublement et équipement de bureau	134	8 810 713	162	480 166	189	634 717	216	8 656 162
Machinerie, outillage et équipement divers	135	11 720 361	163	1 083 322	190	203 363	217	12 600 320
Autres	136	<u>157 840</u>	164	<u>72 394</u>	191		218	<u>230 234</u>
	137	<u>188 439 018</u>	165	<u>16 407 845</u>	192	<u>4 555 808</u>	219	<u>200 291 055</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>403 120 553</u>					220	<u>412 405 492</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231	913 770	913 770
Immeubles industriels municipaux	232	1 311 340	1 342 176
Autres	233	762 983	762 717
	234	2 988 093	3 018 663
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	2 988 093	3 018 663

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	237	154 429	271 727
Frais reportés			
- Schéma et rôle d'évaluation	238	797 194	619 412
- Incitatif à la location	239	349 292	399 794
	240	1 300 915	1 290 933

Note**18. Obligations contractuelles****Principaux engagement de crédits de l'administration municipale**

En janvier 2005, la ville a ratifié une entente de 10 ans avec la Sûreté du Québec pour les services policiers sur son territoire. Cette entente a été reconduite pour une nouvelle période de 10 ans soit jusqu'en janvier 2025. Le montant annuel de la dépense est en fonction de la richesse foncière uniformisée. Le montant estimatif pour les 10 prochaines années est de 56 000 000 \$. Pour pourvoir à son engagement, la ville devra prévoir pour les 5 prochains exercices financiers les sommes suivantes:

2016 : 5 270 000 \$ 2017 : 5 375 000 \$ 2018 : 5 483 000 \$
2019 : 5 593 000 \$ 2020 : 5 705 000 \$

En vertu de divers contrats, la ville s'est engagée pour les années futures pour une somme de 9 532 000 \$. Pour pourvoir à ces engagements, la ville devra prévoir pour les 5 prochains exercices financiers les sommes suivantes :

2016 : 5 824 000 \$ 2017 : 1 572 000 \$ 2018 : 1 936 000 \$
2019 : 162 000 \$ 2020 : 38 000 \$

La ville a également consenti des subventions à divers organismes à être versées sur plus d'un exercice. Les montants ainsi engagés totalisent 2 306 840 \$ et sont répartis de la manière suivante :

2016 : 1 036 140 \$ 2017 : 745 700 \$ 2018 : 530 000 \$

Principaux engagements de crédits des organismes du périmètre comptable

Les organismes du périmètre comptable se sont engagés en vertu de divers contrats pour une

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

somme de 16 880 216 \$ dont 8 097 877 \$ représentent la part de la ville de Shawinigan. Les paiements pour les 5 prochains exercices sont de :

2016 : 2 765 524 \$ 2017 : 2 451 394 \$ 2018 : 2 161 073 \$
2019 : 671 257 \$ 2020 : 48 629 \$

Un organisme a donné des options d'achat sur des terrains et des bâtiments. Ces options viennent à échéance jusqu'en 2026.

Un organisme s'est engagé à verser une somme de 400 000 \$ à des locataires pour l'aménagement d'un bâtiment. Ces engagements viennent à échéance en 2016.

Un organisme a entrepris des travaux de construction pour lesquels il a signé des engagements dont le solde est de 986 860 \$ au 31 décembre 2015.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

S.O.

b) Auto-assurance

La ville confie à une firme d'actuaire l'analyse des coûts et l'évaluation de ses besoins en matière d'assurance. Un expert en sinistre et un avocat examinent chacune des réclamations et recommandent à la ville la position la plus avantageuse financièrement.

Aussi, la ville s'est associée à d'autres villes dont l'objectif était de créer une mutualité partielle. Dans un régime de mutualité partielle, chaque ville maintient sa franchise individuelle et à cette franchise individuelle s'ajoute une franchise collective. Donc une réclamation à l'intérieur de la franchise individuelle de la ville (établie en fonction de sa capacité de payer) est assumée par elle, une réclamation supérieure est assumée par la franchise collective et une réclamation supérieure à la franchise collective est quant à elle assumée par l'assureur. Il appert qu'une telle mutualité partielle permet d'assurer une certaine stabilité dans le coût des primes et permet aussi d'éviter de supporter financièrement de gros débours à la suite d'un sinistre, ce qui soulage le budget de la ville n'affectant donc pas significativement la situation financière de la ville.

Finalement, le concept même de la mutualité partielle permet à la ville d'encaisser le reliquat du fonds une fois toutes les réclamations réglées.

c) Poursuites

La ville fait présentement face à diverses poursuites devant différentes instances judiciaires dans le cadre normal de ses opérations.

Il est présentement impossible d'évaluer le dénouement des litiges en cours et les

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

montants finaux que la ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Le règlement de litiges sera passé en charge dans l'exercice alors en cours.

La ville fait l'objet d'un recours collectif visant à obtenir une compensation pour des désagréments relatifs au bruit causé par des vols d'hydravions touristiques au Lac-à-la-Tortue. Le montant ainsi recherché est de 5 000 \$ par membre pour chacun des étés où ont eu lieu de tels vols depuis 2008. Le nombre de membres est estimé entre 900 et 1 500. Aucune date n'est encore fixée pour l'audition de la cause et aucune provision n'a été prise dans les états financiers.

De plus, la ville fait l'objet de réclamations totalisant 220 735 \$ pour lesquelles il est présentement impossible d'évaluer le dénouement des litiges. Aucune provision n'a été prise dans les états financier relativement à ces réclamations.

Des poursuites d'un montant totalisant 1 078 466 \$ ont été intentées contre un organisme contrôlé pour réclamer des travaux effectués en vertu d'un contrat de construction. La direction de l'organisme a comptabilisé un montant de 375 000 \$ au poste immobilisations corporelles, montant correspondant à la lettre de garantie exigée. La direction de l'organisme croit au bien-fondé de sa défense et continue de faire valoir ses droits devant les tribunaux. De l'avis de la direction, il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement du litige et le montant, le cas échéant, que l'organisme pourrait être appelé à verser. Conséquemment, aucun montant supplémentaire n'a été comptabilisé aux états financiers.

d) Autres

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

20. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

21. Données budgétaires

Les données budgétaires de l'administration municipale correspondent aux données présentées dans le budget 2015 adopté par le conseil le 15 décembre 2014. Ce budget a été déposé le 7 janvier 2015 au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Les données budgétaires consolidées correspondent à celles de l'administration municipale ainsi que celles adoptées par les conseils d'administration des organismes.

22. Instruments financiers

S/O

	2015	2014
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	241 8 162 528	2 098 020
Découvert bancaire	242 () ()	()
Placements temporaires	243 3 336 900	3 790 311
<i>Ajouter</i>		
-	244	
-	245	
-	246	
-	247	
<i>Déduire</i>		
-	248 () ()	()
-	249 () ()	()
-	250 () ()	()
-	251 () ()	()
-	252 () ()	()
-	253 () ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)		
à la fin de l'exercice	254 11 499 428	5 888 331

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

255

Note

Certains chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'un reclassement afin qu'ils soient conformes à la présentation de l'exercice courant.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	112 018
Autres revenus	258	22 070
	259	65 519
		134 088
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	46 290
	262	39 191
Autres charges	263	46 290
	264	39 191
Excédent (déficit) de l'exercice	265	26 328
		87 798

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267	1 155 772	1 018 892
Débiteurs	268	32 434	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269	1 240 376	1 418 549
Provision pour moins-value	270	(83 306)	(18 136)
	271	1 157 070	1 400 413
	272	2 345 276	2 419 305
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	273	12 292	50 220
Revenus reportés	274		
Dettes à long terme	275	2 701 979	2 701 979
	276	2 714 271	2 752 199
Solde du Fonds local d'investissement	277	(368 995)	(332 894)

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278		
Supportant les engagements de prêts	279		
Supportant les garanties de prêts	280	1 155 772	1 018 892
	281	1 155 772	1 018 892

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Prêts à terme, taux variant de 0 % à 8,70 % (variant de 0 % à 9 % au 31 décembre 2014), encaissables par versements mensuels variant de 595 \$ à 2070 \$, échéant à différentes dates jusqu'en août 2019.

Note sur la dette à long terme

Avance du Gouvernement du Québec, sans intérêt, remboursable selon les modalités du contrat de prêts à compter du 1er juin 2015, échéant en 2021.

Un premier versement sera effectué le 1er juin 2016 d'un montant égal au solde du prêt consenti en vertu des présentes que la ville de Shawinigan n'aura pas investi le 31 décembre 2015. Cinq versements annuels et consécutifs seront effectués, à partir du 1er juin 2017, correspondant aux sommes reçues par la ville de Shawinigan durant la période de 12 mois qui précède le 31 décembre de chaque année, à titre de remboursement du capital investi par la ville de Shawinigan, à même les sommes consenties en vertu des présentes, et ce jusqu'à concurrence du remboursement total du prêt. Un versement sera effectué le

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

1er juin 2022 égale à l'évaluation du portefeuille de placement du FLI au 31 décembre 2021, jusqu'à concurrence du prêt. Au 1er juin 2022, s'il reste un solde à payer et que l'organisme n'est pas en mesure de l'acquitter, ce solde devra être remboursé à demande en fonction de la situation financière et des liquidités disponibles du FLI apparaissant aux états financiers audités déposés de la ville de Shawinigan.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

s/o

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

s/o

Note sur les autres revenus et les autres charges

Produits de placements:

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date de transactions et les produits qui en découlent sont constatés selon la méthode de comptabilisation d'exercice.

Les produits de placements incluent les produits d'intérêts.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	<hr/> 292 <hr/>
---	-----------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	()	()
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

26 Transfert

À différentes dates au cours de l'exercice, l'actif net d'un organisme contrôlé, le Centre local de développement de Shawinigan, a été transféré à la ville. Cet actif net, d'une valeur de 1 881 535 \$, se détaillait par les actifs et passifs suivants aux dates de transfert :

Encaisse : 77 555 \$
Placements temporaires : 2 572 955 \$
Débiteurs : 129 965 \$
Prêts : 2 014 945 \$
Actifs non financiers : 30 312 \$
Créditeurs : 166 245 \$
Dette à long terme : 2 701 979 \$
Autres passifs : 75 973 \$

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 2 753 448	2 686 273
Excédent de fonctionnement affecté	2 231 156	2 710 818
Réserves financières et fonds réservés	3 8 891 178	6 081 645
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (6 765 576 ) (	4 259 953)
Financement des investissements en cours	5 (7 706 812)	(16 849 021)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 236 091 398	236 616 765
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	233 494 792	226 986 527
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 3 246 593	2 686 273
Organismes contrôlés	10 (493 145)	
	11 2 753 448	2 686 273
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
-	12	
-	13	
-	14	
- Lac à la Tortue	15	12 827
- Imm. Industriel G M	16 127 424	153 105
- Rio Tinto Alcan	17 103 732	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 231 156	165 932
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	22	2 544 886
-	23	
-	24	
	25 2 544 886	
	26 231 156	2 710 818
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
- Assainissement	27 202 477	198 507
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32 202 477	198 507
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 1 374 755	1 701 617
Fonds parcs et terrains de jeux	34 178 315	92 290
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	125
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	816
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37 2 830 962	1 528 230
Financement des activités de fonctionnement	38 1 573 028	1 333 358
Fonds local d'investissement	39 1 978 141	950 634
Fonds local de solidarité	40	
Autres		
- Rio Tinto Alcan	41 474 582	
- Logement social	42 278 918	276 068
-	43	
-	44	
	45 8 688 701	5 883 138
	46 8 891 178	6 081 645

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 (35 484)	(51 994)
Intérêts sur la dette à long terme	48 ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 ()	()
Régimes non capitalisés	50 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()	()
Autres	52 (1 655 346)	(3 355 398)
Régimes non capitalisés	53 (1 222 767)	(852 561)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 (1 150 000)	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ()	()
Autres		
-	59 ()	()
-	60 ()	()
	61 (4 063 597)	(4 259 953)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 ()	()
Autre financement	63 (2 701 979)	()
	64 (6 765 576)	(4 259 953)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 31 720 071	24 820 471
Investissements à financer	66 (39 426 883)	(41 669 492)
	67 (7 706 812)	(16 849 021)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 412 405 492	403 120 553
Propriétés destinées à la revente	69 2 988 093	3 018 663
Prêts	70 1 711 999	2 155 456
Placements à titre d'investissement	71 6 771 573	6 151 542
Participations dans des entreprises municipales	72 121 501	96 862
	73 423 998 658	414 543 076
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 225 025 041	202 416 097
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 2 060 813	1 933 747
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (36 256 254)	(25 812 367)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 (2 922 340)	(611 166)
	79 187 907 260	177 926 311
Dette en cours de refinancement et autres éléments		
	80	
	81 187 907 260	177 926 311
	82 236 091 398	236 616 765

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes de retraite enregistrés		Régimes supplémentaires de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	2	0	3	0

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Ces régimes prévoient que les employés bénéficient d'une pension établie selon les années de service et le salaire final moyen des 5 meilleures années. La dernière évaluation actuarielle du Régime de retraite du personnel syndiqué de la Ville de Shawinigan et du Régime de retraite du personnel cadre et non syndiqué de la Ville de Shawinigan a été effectuée le 31 décembre 2013 à la suite de l'application de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (952 860)	262 000
Charge de l'exercice	5 (3 901 000)	(4 501 000)
Cotisations versées par l'employeur	6 3 166 463	3 286 140
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(1 687 397)</u>	<u>(952 860)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 109 953 000	102 396 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (<u>117 377 000</u>)	(<u>113 296 000</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (7 424 000)	(10 900 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>5 736 603</u>	<u>9 947 140</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (1 687 397)	(952 860)
Provision pour moins-value	13 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(1 687 397)</u>	<u>(952 860)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>2</u>	<u>2</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 <u>109 953 000</u>	<u>102 396 000</u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u>117 377 000</u>)	(<u>113 296 000</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u>7 424 000</u>)	(<u>10 900 000</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 3 254 000	3 258 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u> </u>	<u>(2 768 000)</u>
	21 3 254 000	490 000
Cotisations salariales des employés	22 (1 192 000)	(1 190 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (<u> </u>)	(<u> </u>)
	24 2 062 000	(700 000)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 1 260 000	4 371 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres		
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>3 322 000</u>	<u>3 671 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 <u>6 307 000</u>	<u>6 111 000</u>
Rendement espéré des actifs	34 (<u>5 728 000</u>)	(<u>5 281 000</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>579 000</u>	<u>830 000</u>
Charge de l'exercice	36 <u>3 901 000</u>	<u>4 501 000</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 8 795 000	8 778 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (5 728 000)	(5 281 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 3 067 000	3 497 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (71 000)	618 000
Prestations versées au cours de l'exercice	41 5 551 000	5 378 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 115 963 000	113 348 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44 3 585 000	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 323 000	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 12	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,62 %	5,63 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,63 %	5,61 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,07 %	3,06 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 <u>1</u>	57 <u>2</u>	58 <u>0</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La ville offre un régime supplémentaire de retraite à certains cadres, équivalent à la valeur d'une rente viagère de 0,25 % du salaire final moyen des 5 meilleures années. Les retraités bénéficient d'une assurance médicaments et d'une assurance vie jusqu'à l'âge de 65 ans.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (1 878 570)	(1 428 000)
Charge de l'exercice	60 (594 200)	(563 000)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 107 570	112 430
Passif à la fin de l'exercice	62 (<u>2 365 200</u>)	(<u>1 878 570</u>)
 Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (4 179 000)	(4 153 570)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 1 813 800	2 275 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (<u>2 365 200</u>)	(<u>1 878 570</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66 191 000	175 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67	
	68 191 000	175 000
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 ()	()
	70 191 000	175 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71 279 200	251 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74	
Autres		
-	75	
-	76	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77 470 200	426 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78 124 000	137 000
Charge de l'exercice	79 594 200	563 000

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81	11

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82 3,00 %	2,92 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83 3,30 %	3,06 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85 8,70 %	8,10 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86 5,20 %	5,70 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87 2025	2022
Autres hypothèses économiques		
-	88	
-	89	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

Un organisme du périmètre comptable contribue pour certains employés à un régime à cotisations déterminées jusqu'à concurrence de 7,5 % du revenu de base.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91 26 820	27 105

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 8

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93	<u>153 400</u>	<u>156 610</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96 8 8

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Cotisations des élus au RREM 97	<u>18 346</u>	<u>20 125</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	61 826	62 866
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	<u>61 826</u>	<u>62 866</u>
100	<u>61 826</u>	<u>62 866</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	181 481 563
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	11 661 468
Activités de fonctionnement à financer	3	(41 117)
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	127 524
Débiteurs	8	36 256 254
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	3 172 824
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	153 545 312
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	153 545 312
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	40 115 106
Endettement total net à long terme	20	193 660 418
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	193 660 418
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2015	2015	2015	2014	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	51 107 105	54 574 241	53 867 599	48 712 951
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	901 261	907 187	898 828	1 097 645
Activités de fonctionnement	6	542 403			561 052
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	52 550 769	55 481 428	54 766 427	50 371 648
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	2 852 724	2 857 150	2 854 458	2 884 462
Égout	11	2 531 220	2 603 821	2 577 742	2 389 348
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	3 887 021	3 842 012	3 837 359	3 818 252
Autres					
-	14		380	380	439 046
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	237 000	240 265	240 265	257 490
Service de la dette	18	994 038	1 076 944	1 076 944	947 520
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20		11 028	11 028	
	21	10 502 003	10 631 600	10 598 176	10 736 118
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	10 502 003	10 631 600	10 598 176	10 736 118
	26	63 052 772	66 113 028	65 364 603	61 107 766

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	265 532	261 596	256 921
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	11 670	11 922	12 398
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	277 202	273 518	269 319
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	1 259 848	1 248 443	1 971 184
Cégeps et universités	33	385 694	374 656	590 327
Écoles primaires et secondaires	34	1 212 792	1 162 562	714 100
	35	2 858 334	2 785 661	3 275 611
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	3 135 536	3 059 179	3 544 930
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	1 376 218	1 381 419	1 355 396
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	54 670	54 652	30 013
Taxes d'affaires	43			
	44	1 430 888	1 436 071	1 385 409
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	4 566 424	4 495 250	4 930 339

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			3 226
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57		13 956	27 913
Enlèvement de la neige	58	100 213	72 300	73 867
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		401 500	424 678
Transport adapté	61		206 834	218 558
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68	114 588	203 537	241 469
Traitement des eaux usées	69	154 818	162 114	265 168
Réseaux d'égout	70	171 470	132 868	97 119
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71		641 225	611 024
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	360 000	376 370	379 924
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77	78 862	187 335	166 863
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81		35 710	7 307
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83	17 302	96 265	357 295
Promotion et développement économique	84	310 318	204 567	714 246
Autres	85	194 541	132 320	250 909
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	239 952	176 017	230 153
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	277 585	147 318	165 120
Autres	88	138 355	100 230	394 395
Réseau d'électricité	89			
	90	2 158 004	2 040 907	4 629 234

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91	138 462		
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	700 728	700 728	(65 605)
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		92 524	284 409
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	375 435		
Réseau de distribution de l'eau potable	107	7 708 944	2 465 955	9 703 708
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109	7 708 944	2 465 955	3 928 589
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110		20 000	
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116	1 143 804	99 075	
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122		2 200 000	170 000
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			78 313
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	17 075 589	5 731 713	8 044 237
				14 099 414

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131	2 395 200	2 395 233	2 413 389
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136	115 000		128 225
Autres	137	536 958	536 958	550 424
	138	3 047 158	2 932 191	3 092 038
TOTAL DES TRANSFERTS	139	22 280 751	10 704 811	21 820 686

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES				
MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140	2 100	1 940	2 501
Évaluation	141			
Autres	142			
	143	2 100	1 940	2 501
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152		22 120	16 269
Autres	153			
	154		22 120	16 269
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159		415 593	1 055 077
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167		415 593	1 055 077
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	2 100	1 940	439 653
				1 073 847

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2015	2015	2015	2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	243 980	216 030	365 615
Sécurité publique	183	56 925	102 715	71 860
Transport				
Réseau routier	184	105 000	108 059	130 571
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		478 750	531 408
Transport adapté	186		55 663	56 308
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	136 000	133 815	1 195 446
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	204 340	308 183	2 527 785
Loisirs et culture	193	778 780	752 758	1 830 123
Réseau d'électricité	194			
	195	1 525 025	1 621 560	6 709 116
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	1 527 125	1 623 500	7 782 963
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	120 000	106 059	88 554
Droits de mutation immobilière	198	1 385 000	943 722	1 142 270
Droits sur les carrières et sablières	199	357 000	170 104	189 215
Autres	200	1 000	2 142	1 417
	201	1 863 000	1 222 027	1 421 456
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	1 730 780	1 586 049	1 577 423
INTÉRÊTS	203	626 737	852 100	1 033 882
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		180 347	459 559
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		(752 104)	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207		20 000	424 636
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210		58 515	145 260
Autres	211		2 227 958	249 282
	212		2 486 820	1 278 737

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	908 959	968 849		968 849	965 891	978 950
Application de la loi	2	757 762	665 704	10 644	676 348	676 348	711 775
Gestion financière et administrative	3	3 482 146	3 857 549		3 857 549	3 857 549	4 026 330
Greffe	4	1 341 318	1 309 481		1 309 481	1 309 481	1 232 275
Évaluation	5	1 289 860	1 181 250		1 181 250	1 181 250	958 414
Gestion du personnel	6	1 926 207	1 878 910		1 878 910	1 878 910	2 368 337
Autres	7	2 484 017	2 801 578	536 693	3 338 271	5 219 165	4 574 318
	8	12 190 269	12 663 321	547 337	13 210 658	15 088 594	14 850 399
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	6 195 100	5 491 661		5 491 661	5 491 661	5 989 190
Sécurité incendie	10	4 446 165	4 539 137	537 070	5 076 207	5 076 207	4 911 386
Sécurité civile	11	13 169	8 371	19 160	27 531	27 531	9 102
Autres	12	787 810	741 600		741 600	522 132	734 364
	13	11 442 244	10 780 769	556 230	11 336 999	11 117 531	11 644 042
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	4 371 570	4 700 332	3 850 862	8 551 194	8 551 194	8 862 642
Enlèvement de la neige	15	6 728 943	5 821 609	275 395	6 097 004	6 097 004	6 985 224
Éclairage des rues	16	984 729	986 928		986 928	986 928	939 494
Circulation et stationnement	17	801 161	766 747		766 747	766 747	761 182
Transport collectif							
Transport en commun	18	923 070	923 069		923 069	2 152 787	2 139 842
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	677 005	207 984	737 616	945 600	945 600	337 253
	22	14 486 478	13 406 669	4 863 873	18 270 542	19 500 260	20 025 637

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 317 827	1 352 853	933 626	2 286 479	1 602 669
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 570 362	2 015 516	484 674	2 500 190	2 815 848
Traitement des eaux usées	25	1 468 692	1 363 507	1 030 701	2 394 208	2 009 466
Réseaux d'égout	26	1 040 475	948 276	2 209 520	3 157 796	3 317 465
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 269 907	1 260 569	83 576	1 344 145	1 497 417
Élimination	28	1 721 120	1 820 479		1 820 479	1 209 536
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	927 043	779 556	131 372	910 928	1 831 752
Tri et conditionnement	30					744 320
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37		604		604	4 874
Protection de l'environnement	38	420 243	471 742		471 742	1 205 183
Autres	39	392 503	498 798	16 441	515 239	99 249
	40	10 128 172	10 511 900	4 889 910	15 401 810	16 340 874
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	165 209	192 994		192 994	152 260
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	1 500	1 501		1 501	9 467
	44	166 709	194 495		194 495	161 727
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 286 187	1 380 917		1 380 917	1 363 528
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	2 843 597	2 967 583		2 967 583	4 301 002
Tourisme	49	1 647 844	2 101 489		2 101 489	2 688 147
Autres	50		21 743	38 532	60 275	71 673
Autres	51	419 541	172 705	6 306	179 011	856 478
	52	6 197 169	6 644 437	44 838	6 689 275	9 280 828

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	335 370	1 187 920	128 211	1 316 131	422 154	380 664
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 663 777	2 140 463	1 065 357	3 205 820	3 576 202	3 714 939
Piscines, plages et ports de plaisance	55	490 019	440 465	8 375	448 840	525 057	456 877
Parcs et terrains de jeux	56	2 944 527	2 573 077	1 105 030	3 678 107	4 115 172	4 412 613
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	7 332	8 497		8 497	9 967	18 067
Autres	59	40 004	3 849		3 849	4 515	49 842
	60	6 481 029	6 354 271	2 306 973	8 661 244	8 653 067	9 033 002
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	674 109	1 088 358	247 996	1 336 354	2 049 093	1 908 339
Bibliothèques	62	1 367 060	1 399 951	63 059	1 463 010	1 463 010	1 445 672
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	540 292	86 109	202 906	289 015	739 825	795 246
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	37 750					
	66	2 619 211	2 574 418	513 961	3 088 379	4 251 928	4 149 257
	67	9 100 240	8 928 689	2 820 934	11 749 623	12 904 995	13 182 259
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	4 866 697	5 433 615		5 433 615	6 466 965	6 662 844
Autres frais	70						
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	967 000	703 000		703 000	703 000	967 000
Autres	72	443 344	(269 199)		(269 199)	107 661	202 427
	73	6 277 041	5 867 416		5 867 416	7 277 626	7 832 271
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
74	12 391 114	13 723 122	(13 723 122)				

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil de ville de Shawinigan

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la ville de Shawinigan (ci-après la « ville »). Ce taux a été établi par la direction de la ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été établi afin de permettre à la ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) . En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

CPA auditeur, CMA permis de comptabilité publique No A122005
580, avenue du Marché
Shawinigan (Québec) G9N 0C8

DATE 2016-06-14

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>67 097 264</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	630 692
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	292 017
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	61 527
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>984 236</u>
Revenus de taxes	11	<u>66 113 028</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1		66 113 028
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2		61 527
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3		<u> </u>
Total partiel	4		<u>66 174 555</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	7 912 117	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	240 265	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>8 152 382</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11		<u>58 022 173</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1	<u>3 240 630 600</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2	<u>3 258 013 000</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>3 249 321 800</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL ³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>58 022 173</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>3 249 321 800</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6	| 1 | , | 7 | 8 | 5 | 7 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	14 482 385	7 532 795	6 884 486
Usines de traitement de l'eau potable	2	3 500 000	358 407	(304 029)
Usines et bassins d'épuration	3		114 863	44 718
Conduites d'égout	4	14 482 385	4 942 256	4 831 107
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	4 275 240	4 333 089	10 000 419
Ponts, tunnels et viaducs	7	530 000		
Systèmes d'éclairage des rues	8		106 969	106 969
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	930 574	99 326	518 216
Autres infrastructures	11	10 877 527	670 033	1 185 006
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13		6 250	2 643 198
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 646 500	1 022 523	1 725 740
Améliorations locatives	15			1 608 136
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	1 190 500	728 043	4 389
Ameublement et équipement de bureau	18	1 374 765	221 214	31 038
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 627 865	945 753	1 602 975
Terrains	20		43 703	625 899
Autres	21			(398 400)
	22	54 917 741	21 125 224	31 002 898

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		6 951 372	6 217 104
Usines de traitement de l'eau potable	24		358 407	(304 029)
Usines et bassins d'épuration	25		114 863	44 718
Conduites d'égout	26		4 360 834	4 455 634
Autres infrastructures	27		3 314 284	10 794 033
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28		581 423	667 382
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		581 422	375 473
Autres infrastructures	32		1 895 133	909 608
Autres immobilisations	33		2 967 486	7 842 975
	34		21 125 224	31 002 898

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	169 336 800	36 587 000	15 460 000	190 463 800
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	3 160 000		74 074	3 085 926
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	31 853 044	4 776 210	3 093 126	33 536 128
	7	204 349 844	41 363 210	18 627 200	227 085 854
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	153 105		25 682	127 423
Réserves financières et fonds réservés	10	2 702 795		816	2 701 979
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	7 686 125	509 982		8 196 107
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	167 995 452	25 303 940	13 495 301	179 804 091
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	178 537 477	25 813 922	13 521 799	190 829 600
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	25 812 367	15 549 288	5 105 401	36 256 254
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	25 812 367	15 549 288	5 105 401	36 256 254
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	25 812 367	15 549 288	5 105 401	36 256 254
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	25 812 367	15 549 288	5 105 401	36 256 254
	26	204 349 844	41 363 210	18 627 200	227 085 854
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	204 349 844	41 363 210	18 627 200	227 085 854

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	899 129	761 369	761 369
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	899 129	761 369	761 369
				703 569

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	60,50	35,00	5 345 593	1 725 506	7 071 099
Professionnels	2					
Cols blancs	3	144,11	32,50	6 589 427	2 127 004	8 716 431
Cols bleus	4	136,83	40,00	8 051 060	2 598 806	10 649 866
Policiers	5					
Pompiers	6	28,09	42,00	1 851 550	597 663	2 449 213
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	369,53		21 837 630	7 048 979	28 886 609
Élus	9	9,00		428 267	134 443	562 710
	10	378,53		22 265 897	7 183 422	29 449 319

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	203 537	2 465 955			2 669 492
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	132 868	2 465 955			2 598 823
Autres	16	4 636 693	799 803			5 436 496
	17	4 973 098	5 731 713			10 704 811

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	665 704	27	10 644	53	676 348	79	1 940	105	674 408	131
Évaluation	2	1 181 250	28		54	1 181 250	80		106	1 181 250	132
Autres	3	10 816 367	29	536 693	55	11 353 060	81	216 030	107	11 137 030	133
	4	12 663 321	30	547 337	56	13 210 658	82	217 970	108	12 992 688	134
Sécurité publique											
Police	5	5 491 661	31		57	5 491 661	83		109	5 491 661	135
Sécurité incendie	6	4 539 137	32	537 070	58	5 076 207	84	102 715	110	4 973 492	136
Sécurité civile	7	8 371	33	19 160	59	27 531	85		111	27 531	137
Autres	8	741 600	34		60	741 600	86		112	741 600	138
	9	10 780 769	35	556 230	61	11 336 999	87	102 715	113	11 234 284	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	4 700 332	36	3 850 862	62	8 551 194	88	27 090	114	8 524 104	140
Enlèvement de la neige	11	5 821 609	37	275 395	63	6 097 004	89	24 210	115	6 072 794	141
Autres	12	1 753 675	38		64	1 753 675	90	56 760	116	1 696 915	142
Transport collectif	13	923 069	39		65	923 069	91		117	923 069	143
Autres	14	207 984	40	737 616	66	945 600	92		118	945 600	144
	15	13 406 669	41	4 863 873	67	18 270 542	93	108 060	119	18 162 482	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable											
Réseau de distribution de l'eau potable	16	1 352 853	42	933 626	68	2 286 479	94		120	2 286 479	146
Traitement des eaux usées	17	2 015 516	43	484 674	69	2 500 190	95	133 815	121	2 366 375	147
Réseaux d'égout	18	1 363 507	44	1 030 701	70	2 394 208	96		122	2 394 208	148
Autres	19	948 276	45	2 209 520	71	3 157 796	97		123	3 157 796	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	3 081 048	46	83 576	72	3 164 624	98		124	3 164 624	150
Matières recyclables	21	779 556	47	131 372	73	910 928	99		125	910 928	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23	604	49		75	604	101		127	604	153
Protection de l'environnement	24	471 742	50		76	471 742	102		128	471 742	154
Autres	25	498 798	51	16 441	77	515 239	103		129	515 239	155
	26	10 511 900	52	4 889 910	78	15 401 810	104	133 815	130	15 267 995	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être												
Logement social	157	192 994	172		187	192 994	202		217		192 994	232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218			233
Autres	159	1 501	174		189	1 501	204		219		1 501	234
	160	194 495	175		190	194 495	205		220		194 495	235
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	1 380 917	176		191	1 380 917	206	263 413	221		1 117 504	236 17 815
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222			237 192 445
Promotion et développement économique	163	5 090 815	178	38 532	193	5 129 347	208	44 770	223		5 084 577	238 268 114
Autres	164	172 705	179	6 306	194	179 011	209		224		179 011	239 18 026
	165	6 644 437	180	44 838	195	6 689 275	210	308 183	225		6 381 092	240 496 400
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	6 354 271	181	2 306 973	196	8 661 244	211	711 849	226		7 949 395	241 941 186
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	1 399 951	182	63 059	197	1 463 010	212	40 908	227		1 422 102	242 19 101
Autres	168	1 174 467	183	450 902	198	1 625 369	213		228		1 625 369	243 58 970
	169	8 928 689	184	2 820 934	199	11 749 623	214	752 757	229		10 996 866	244 1 019 257
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230			245
	171	63 130 280	186	13 723 122	201	76 853 402	216	1 623 500	231		75 229 902	246 5 867 416

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1	1 168 404	1 171 963
Charges sociales	2	288 689	249 201
Biens et services	3	18 902 006	24 098 393
Frais de financement	4	394 021	460 431
Autres	5	372 104	350 671
	6	21 125 224	26 330 659

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	2 686 273	3 107 836
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	2 686 273	3 107 836
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	855 095	130 377
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(294 775)	(706 125)
Activités d'investissement	6		154 185
Excédent de fonctionnement affecté	7		
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	560 320	(421 563)
Solde à la fin de l'exercice	12	3 246 593	2 686 273
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	165 932	233 965
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14	934 936	
Solde redressé au début de l'exercice	15	1 100 868	233 965
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(38 509)	(68 033)
Activités d'investissement	17	(831 203)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(869 712)	(68 033)
Solde à la fin de l'exercice	22	231 156	165 932
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	5 131 018	5 343 081
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	1 492 573	
Solde redressé au début de l'exercice	25	6 623 591	5 343 081
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	2 409 147	307 654
Activités d'investissement	27	(1 636 347)	(1 177 074)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	1 460 842	657 357
	30	2 233 642	(212 063)
Solde à la fin de l'exercice	31	8 857 233	5 131 018

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (4 259 953)	(2 229 292)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (4 259 953)	(2 229 292)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 (1 700 000)	(1 600 000)
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 (370 206)	(450 569)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	40 (1 150 000)	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	41 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	42 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()	()
Autres	44 ()	()
	45 (179 794)	(2 050 569)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 (2 701 979)	()
	48 (2 522 185)	(2 050 569)
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	49 16 562	19 908
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	50	
	51 16 562	19 908
Solde à la fin de l'exercice	52 (6 765 576)	(4 259 953)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53 (16 288 806)	(13 338 150)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55 (16 288 806)	(13 338 150)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	56 9 032 675	(2 293 299)
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57	
Excédent de fonctionnement affecté	58	
Réserves financières et fonds réservés	59 (1 460 842)	(657 357)
	60 7 571 833	(2 950 656)
Solde à la fin de l'exercice	61 (8 716 973)	(16 288 806)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 229 767 480	215 346 644
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	
Solde redressé au début de l'exercice	64 229 767 480	215 346 644
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	65	
Excédent de fonctionnement affecté	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67 (3 042 594)	14 420 836
Solde à la fin de l'exercice	68 226 724 886	229 767 480

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	RÈGLEMENT N°	MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>7 879 401</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>7 879 401</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>7 879 401</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 528 229		137 037	1 460 842	(305 564)		2 820 544
Montant réservé pour le service de la dette							
	1 528 229		137 037	1 460 842	(305 564)		2 820 544

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 1 , □ 3 □ 8 □ 6 □ 9 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 1 , □ 5 □ 1 □ 7 □ 8 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 2 , □ 5 □ 8 □ 0 □ 4 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 3 , □ 3 □ 2 □ 1 □ 6 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 2 , □ 0 □ 3 □ 0 □ 7 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 1 , □ 0 □ 0 □ 3 □ 5 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	[] [] 9 [] 8 , [] 0 [] 0	\$
Égout	2	[] [] 9 [] 0 , [] 0 [] 0	\$
Eau et égout	3	[] [] [] [] , [] [] []	\$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] [] , [] [] []	\$
Matières résiduelles	5	[] 1 [] 3 [] 2 , [] 0 [] 0	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [] [] [] , [] [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Service de dette - Shawinigan	,0540	1	
Service de dette - Grand-Mère	,0026	1	
Service de dette - Shawinigan-Sud	,0450	1	
Service de dette - St-Georges	,0018	1	
Service de dette - Lac-à-la-Tortue	,0153	1	
Service de dette - St-Gérard	,0004	1	
Service de dette - St-Jean-des-Piles	,0057	1	
Transport en commun	,0272	1	
Eau saisonnière	49,0000	7	par unité de logement
Eau non résidentielle	98,0000	7	par unité de local
Égout saisonnier	45,0000	7	par unité de logement
Égout non résidentiel	,1159	1	minimum de 90\$
Fosse sept. perm. - de 880 g	93,0000	7	par vidange
Fosse sept. perm. 881 à 1499 g	99,0000	7	par vidange
Fosse sept. perm. 1500 à 2999 g	138,0000	7	par vidange
Fosse sept. perm. 3000 à 4000 g	228,0000	7	par vidange
Fosse sept. perm. 4001 à 5000 g	393,0000	7	par vidange
Fosse sept. perm. + de 5000 g	430,5000	7	par vidange
Fosse sept. sais. - de 880 g	46,5000	7	par vidange
Fosse sept. sais. 881 à 1499 g	49,5000	7	par vidange
Fosse sept. sais. 1500 à 2999 g	69,0000	7	par vidange
Fosse sept. sais. 3000 à 4000 g	114,0000	7	par vidange
Fosse sept. sais. 4001 à 5000 g	196,5000	7	par vidange
Fosse sept. sais. + de 5000 g	215,2500	7	par vidange
Déchets domestiques saisonniers	49,0000	7	par unité de logement
Déchets domestiques non résidentiels	98,0000	7	par unité de local
Matières recyclables saisonnières	17,0000	7	par unité de logement
Matières recyclables non résidentielles	34,0000	7	par unité de local
Bac	15,0000	7	par bac
Conteneur	240,0000	7	par conteneur

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

Description	Taux	Code¹	Préciser
1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation		5 - du 1 000 litres	
2 - du mètre carré		6 - % de la valeur locative	
3 - du mètre linéaire		7 - autres (préciser)	
4 - tarif fixe (compensation)			

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9	630 692 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10	415 484 \$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input checked="" type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	30 000 \$	
b) autres formes d'aide	14	292 017 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	111 090 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	2 560	22 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input checked="" type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input checked="" type="checkbox"/>	31 <input type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 550, avenue de l'Hôtel-de-ville C.P.400
(no) (rue)
Shawinigan G9N 6V3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 536-7200
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 536-7255
(ind. rég.) (numéro)

Courriel information@shawinigan.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Alain Gravel, CPA, CA

Téléphone (819) 536-7211 270
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 536-0808
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton SENCRL

Titre Société comptables professionnels agréés

Adresse 580, avenue du Marché
(no) (rue)
Shawinigan G9N 0C8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 835-3965
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 835-3975
(ind. rég.) (numéro)

Courriel boucher.alain@rcgt.com

Responsable du dossier Alain Boucher

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ (Code postal)
(Municipalité)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Alain Gravel CPA, CA , atteste que le rapport financier consolidé de Shawinigan pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-06-14 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Shawinigan .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Shawinigan consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Shawinigan détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 6 508 265 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,7857 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-06-14 16:40:03

Date de transmission au Ministère : 2016/06/16

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Shawinigan

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015	Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	79 029 374	78 572 000	83 262 329	14 867 155	90 086 271
Investissement	2	14 284 901	17 075 589	5 821 256	2 337 163	8 158 419
	3	93 314 275	95 647 589	89 083 585	17 204 318	98 244 690
Charges	4	84 576 419	82 379 436	82 720 818	17 058 820	91 736 425
Excédent (déficit) de l'exercice	5	8 737 856	13 268 153	6 362 767	145 498	6 508 265
Moins : revenus d'investissement	6 (	14 284 901 ) (	17 075 589 ) (	5 821 256 ) (	2 337 163 ) (	8 158 419)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(5 547 045)	(3 807 436)	541 511	(2 191 665)	(1 650 154)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	13 164 545	12 391 114	13 723 122	2 684 723	16 407 845
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	626 895	150 000	3 468 244		3 468 244
Remboursement de la dette à long terme	10 (	10 365 854 ) (	9 890 288 ) (	10 870 918 ) (	4 634 126 ) (	15 505 044)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	442 283 ) (	822 465 ) (	4 195 390 ) (	336 867 ) (	4 532 257)
Excédent (déficit) accumulé	12	2 497 165	1 255 417	(2 272 167)	85 803	(2 186 364)
Autres éléments de conciliation	13	196 954	723 658	460 693	1 859 850	2 320 543
	14	5 677 422	3 807 436	313 584	(340 617)	(27 033)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	130 377		855 095	(2 532 282)	(1 677 187)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2014	2015	2014
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Débiteurs	1	53 841 428	51 860 115	54 554 687
Autres	2	1 435 294	11 502 406	20 764 211
	3	55 276 722	63 362 521	75 318 898
Passifs				
Dette à long terme	4	156 346 034	181 481 295	225 025 041
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	2 831 430	4 052 597	2 831 430
Autres	6	41 877 768	24 827 551	30 244 387
	7	201 055 232	210 361 443	259 322 025
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(145 778 510)	(146 998 922)	(184 003 127)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	358 517 035	365 915 739	412 405 492
Autres	10	4 463 419	4 660 502	5 092 427
	11	362 980 454	370 576 241	417 497 919
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	2 686 273	3 246 593	2 753 448
Excédent de fonctionnement affecté	13	165 932	231 156	231 156
Réserves financières et fonds réservés	14	5 131 018	8 857 233	8 891 178
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	15 (	4 259 953 ) (	6 765 576 ) (	6 765 576) (
Financement des investissements en cours	16	(16 288 806)	(8 716 973)	(7 706 812)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	17	229 767 480	226 724 886	236 091 398
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	18			
	19	217 201 944	223 577 319	233 494 792

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
-	20		
-	21		
-	22		
- Lac à la Tortue	23		12 827
- Imm. Industriel G M	24	127 424	153 105
- Rio Tinto Alcan	25	103 732	
-	26		
-	27		
-	28		
	29	231 156	165 932
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
	30		2 544 886
	31	231 156	2 710 818
Réserves financières			
Fonds réservés	32	202 477	198 507
	33	8 688 701	5 883 138
	34	9 122 334	8 792 463

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	61 750 472	63 052 772	66 102 000	65 353 575
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 930 339	4 566 424	4 495 250	4 495 250
Quotes-parts	3				861 437
Transferts	4	6 145 598	5 205 162	4 973 098	6 543 064
Services rendus	5	1 930 909	1 527 125	1 623 500	7 207 630
Autres	6	4 272 056	4 220 517	6 068 481	5 625 315
	7	79 029 374	78 572 000	83 262 329	90 086 271
Investissement					
Taxes	8			11 028	11 028
Quotes-parts	9				
Transferts	10	13 715 005	17 075 589	5 731 713	8 044 237
Autres	11	569 896		78 515	103 154
	12	14 284 901	17 075 589	5 821 256	8 158 419
	13	93 314 275	95 647 589	89 083 585	98 244 690

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale			Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015		Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale						
Évaluation	1	1 289 860	1 181 250		1 181 250	958 414
Autres	2	10 900 409	11 482 071	547 337	12 029 408	13 907 344
Sécurité publique						
Police	3	6 195 100	5 491 661		5 491 661	5 989 190
Sécurité incendie	4	4 446 165	4 539 137	537 070	5 076 207	4 911 386
Autres	5	800 979	749 971	19 160	769 131	549 663
Transport						
Réseau routier	6	12 886 403	12 275 616	4 126 257	16 401 873	16 401 873
Transport collectif	7	923 070	923 069		923 069	2 152 787
Autres	8	677 005	207 984	737 616	945 600	945 600
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	5 397 356	5 680 152	4 658 521	10 338 673	10 338 673
Matières résiduelles	10	3 918 070	3 860 604	214 948	4 075 552	4 730 401
Autres	11	812 746	971 144	16 441	987 585	832 950
Santé et bien-être	12	166 709	194 495		194 495	194 495
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	1 286 187	1 380 917		1 380 917	1 380 917
Promotion et développement économique	14	4 491 441	5 090 815	38 532	5 129 347	8 190 971
Autres	15	419 541	172 705	6 306	179 011	179 012
Loisirs et culture	16	9 100 240	8 928 689	2 820 934	11 749 623	12 904 995
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	6 277 041	5 867 416		5 867 416	7 277 626
Amortissement des immobilisations	19	12 391 114	13 723 122	(13 723 122)		
	20	82 379 436	82 720 818		82 720 818	91 736 425
						93 318 037

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3